



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

PREFECTURE

Direction des relations
avec les collectivités locales

Bureau de l'aménagement commercial
et de l'utilité publique

ARRETE

déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à la réalisation de la ZAC Toulouse Montaudran Aérospace valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole -commune de Toulouse-

Opération : ZAC Toulouse Montaudran Aérospace

Commune de : Toulouse

Collectivité concédante : Toulouse Métropole

Concessionnaire : Oppidea

Maîtres d'ouvrage : Oppidea, Toulouse Métropole, SNCF Réseau

LE PRÉFET DE LA REGION MIDI-PYRENEES,
PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code de l'habitat et de la construction ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code des transports ;

Vu le code de la route ;

Vu le code du patrimoine ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le schéma de cohérence territoriale de la grande agglomération toulousaine approuvé le 16 mars 2012 ;

Vu le plan de déplacements urbains de l'agglomération toulousaine approuvé le 17 octobre 2012 ;

Vu le programme local de l'habitat adopté pour la période 2010-2015 ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux Adour-Garonne adopté pour la période 2010-2015 ;

Vu le schéma régional de cohérence écologique arrêté le 27 mars 2015 ;

Vu le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie approuvé le 29 juin 2012 ;

Vu le plan régional santé environnement approuvé le 18 novembre 2011 ;

Vu le plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération toulousaine adopté le 24 avril 2006 ;

Vu le plan départemental d'élimination des déchets approuvé le 12 juillet 1995 ;

Vu le plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Toulouse;

Vu la délibération du conseil de la communauté urbaine de Toulouse Métropole du 23 juin 2011 ouvrant la concertation publique préalable à la création des opérations d'aménagement utiles à la mise en oeuvre du projet urbain Montaudran Aérospace ;

Vu la délibération du conseil de la communauté urbaine de Toulouse Métropole du 9 février 2012 approuvant le bilan de la concertation conduite au titre de l'article L.300-2 du code de l'urbanisme sur le projet de création de la ZAC Toulouse Montaudran Aérospace ;

Vu la délibération du conseil de la communauté urbaine de Toulouse Métropole du 29 mars 2012 approuvant le dossier de création de la ZAC Toulouse Montaudran Aérospace ;

Vu la délibération du conseil de la communauté urbaine de Toulouse Métropole du 29 novembre 2012 engageant l'ouverture de la concertation publique préalable au dossier de réalisation de la ZAC Toulouse Montaudran Aérospace ;

Vu la délibération du conseil de la communauté urbaine Toulouse Métropole du 20 décembre 2012 désignant la SEM Oppidea comme aménageur de la ZAC Toulouse Montaudran Aérospace ;

Vu le traité de concession d'aménagement de la ZAC Toulouse Montaudran Aérospace conclu le 21 février 2013 entre la communauté urbaine de Toulouse Métropole et la SEM Oppidea ;

Vu la délibération du conseil de la communauté urbaine de Toulouse Métropole du 27 juin 2013 approuvant le bilan de la concertation conduite au titre de l'article L.300-2 du code de l'urbanisme sur le projet de réalisation de la ZAC Toulouse Montaudran Aérospace et décidant de poursuivre l'information du public au fur et à mesure de l'état d'avancement du projet urbain ;

Vu la délibération du conseil de la communauté urbaine de Toulouse Métropole du 19 décembre 2013 autorisant la SEM Oppidea à effectuer les démarches afférentes à l'ouverture de l'enquête publique unique préalable à la délivrance des décisions et d'approbation nécessaires à la réalisation de la ZAC Toulouse Montaudran Aérospace ;

Vu la délibération du conseil de Toulouse Métropole du 9 avril 2015 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC Toulouse Montaudran Aérospace ;

Vu le courrier du directeur général délégué de la SEM Oppidea du 6 mars 2015 sollicitant l'ouverture de l'enquête publique unique réglementaire ;

Vu le dossier d'enquête unique comprenant, conformément aux dispositions des articles R.123-7 et R.123-8 du code de l'environnement, les pièces et avis exigés au titre de chacune des enquêtes initialement requises, dont :

- le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique composé conformément aux dispositions des articles R.123-8 du code de l'environnement et R.112-4 du code l'expropriation ;
- le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole, établi en application de l'article L.123-14-2 du code de l'urbanisme,
- le dossier d'enquête parcellaire composé conformément aux dispositions de l'article R.131-3 du code de l'expropriation,
- le dossier de demande d'autorisation établi au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement, dit « loi sur l'eau » ;

Vu l'étude d'impact incluant une évaluation des incidences Natura 2000, jointe au dossier d'enquête unique ;

Vu l'avis du préfet de la région Midi-Pyrénées, autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, rendu le 4 juin 2015, sur l'étude d'impact de la ZAC Toulouse Montaudran Aérospace, joint au dossier d'enquête unique ;

Vu l'avis du préfet de la région Midi-Pyrénées, autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, rendu le 4 juin 2015, sur l'évaluation environnementale de la mise compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Toulouse, joint au dossier d'enquête unique ;

Vu l'avis du service régional de l'archéologie préventive du 19 février 2015, joint au dossier d'enquête unique ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 5 mars 2015, joint au dossier d'enquête unique ;

Vu l'avis de France Domaine du 3 juin 2015 ;

Vu les courriers du 11 mai 2015 par lesquels les personnes associées ont été invitées à la réunion d'examen conjoint tenue le 26 mai 2015 en application des articles L.123-14-2 et R.123-23-1 du code de l'urbanisme et portant sur la mise en compatibilité plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Toulouse ;

Vu le procès verbal de la réunion d'examen conjoint du 2 juin 2015, joint au dossier d'enquête ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 mai 2015 portant ouverture de l'enquête unique préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à la réalisation de la ZAC Toulouse Montaudran Aérospace, à l'autorisation, au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement, des mêmes travaux, à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Toulouse, et à la détermination des parcelles à déclarer cessibles ;

Vu les registres d'enquête unique déposés pendant toute la durée de la consultation, au siège de Toulouse Métropole et aux mairies de quartier de l'Ormeau, de Saouzelong et du Pont des Demoiselles ;

Vu le rapport et les conclusions rendus par la commission d'enquête sur l'utilité publique des travaux nécessaires à la réalisation de la ZAC Toulouse Montaudran Aérospace, l'autorisation, au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement, des mêmes travaux, la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Toulouse, et la détermination des parcelles à déclarer cessibles ;

Vu la délibération du 29 septembre 2015 par laquelle le conseil de Toulouse Métropole s'est prononcé, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de la ZAC Toulouse Montaudran Aérospace et a rendu avis favorable sur le projet de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Toulouse ;

Vu le courrier du 8 octobre 2015 du directeur général d'Oppidea sollicitant la déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à la réalisation de la ZAC Toulouse Montaudran Aérospace valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Toulouse ;

Considérant que l'avenant au traité de concession d'aménagement du 21 février 2013 confère à la société Oppidéa la mission d'acquérir à l'amiable, ou par voie de préemption ou d'expropriation, les terrains, immeubles et droits immobiliers bâtis nécessaires à la réalisation de la ZAC Toulouse Montaudran Aérospace ;

Considérant que les travaux nécessaires à la réalisation de la ZAC Toulouse Montaudran Aérospace présente un caractère d'utilité publique, tel que justifié par le document annexé au présent arrêté et requis conformément aux articles L.122-1 du code de l'expropriation et L. 122-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'opération requiert, dans le cadre de la procédure de mise en compatibilité prévue à l'article L.123-14-2 du code de l'urbanisme, les évolutions du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Toulouse, précisées en annexe au présent arrêté ;

Considérant, au regard de l'article L.121-4 du code de l'expropriation, que la ZAC de Toulouse Montaudran Aérospace est prévue par le plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Toulouse ;

Considérant, telles que synthétisées en annexe, les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des effets du projet sur l'environnement dont il est prévu la mise en œuvre et les prescriptions de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne ;

ARRETE

Article 1 – Sont déclarés d'utilité publique, conformément aux motifs et considérations exposés en annexe et tels que soumis à enquête, les travaux nécessaires à la réalisation de la ZAC Toulouse Montaudran Aérospace sur le territoire de la commune de Toulouse.

Article 2 – La société Oppidea, agissant au nom et pour le compte de Toulouse Métropole, est autorisée à acquérir soit à l'amiable, soit s'il y a lieu, par voie d'expropriation, dans les formes prescrites par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les immeubles ou portions d'immeubles nécessaires à la réalisation du projet susvisé.

Article 3 – La présente déclaration d'utilité publique deviendra caduque à l'expiration d'un délai de 10 ans à compter de la publication du présent arrêté. Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans ce délai.

Article 4 – La présente déclaration d'utilité publique emporte approbation de la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Toulouse, telle que soumise à enquête et modifiée comme précisé en annexe.

Le dossier de mise en compatibilité est consultable à la préfecture de la Haute-Garonne, à la direction départementale des territoires, au siège de Toulouse Métropole et à la mairie de Toulouse aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Article 5 – Les maîtres d'ouvrage seront tenus de mettre en œuvre les mesures destinées à éviter, réduire ou compenser les impacts potentiels du projet sur l'environnement et la santé humaine synthétisées en annexe du présent arrêté. L'inobservation de ces mesures est passible des sanctions administratives prévues à l'article L122-3-4 et suivants du code de l'environnement.

Article 6 – L'étude d'impact, comprenant notamment les mesures destinées à éviter, réduire et compenser les incidences du projet ainsi que les avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement resteront consultables à la préfecture de la Haute-Garonne et au siège de Toulouse Métropole aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Article 7 – Le présent arrêté sera affiché pendant le délai minimal d'un mois au siège de Toulouse Métropole et aux mairies de quartier de l'Ormeau, de Saouzelong et du Pont des Demoiselles à Toulouse.

Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département de la Haute-Garonne.

Le présent arrêté sera, en outre, inséré au recueil des actes administratifs des services de l'Etat de la Haute-Garonne et publié sur le site dédié à l'adresse suivante :

www.haute-garonne.gouv.fr/enqueteZACToulouseMontaudranAerospace

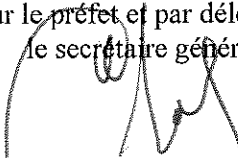
Article 8 – La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, soit d'un recours gracieux auprès du préfet de la Haute-Garonne, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité. Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Toulouse soit :

- directement, en l'absence de recours préalable, dans le délai de deux mois à compter de sa publication.
- à l'issue d'un recours préalable, dans les deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

Article 9 - Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur départemental des territoires, les services en charge de la police de l'environnement, le président de Toulouse Métropole, le directeur général d'Oppidea et le directeur régional de SNCF Réseau sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Toulouse, le **13 OCT. 2015**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Thierry BONNIER

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Exposé des motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique des travaux nécessaires à la réalisation de la ZAC Toulouse Montaudran Aérospace, l'approbation des mesures de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Toulouse, et prenant en compte l'étude d'impact, les avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement et les résultats de la consultation du public

La production du présent document est requise par l'article L. 122-1 du code de l'expropriation qui précise que « l'acte déclarant l'utilité publique est accompagné d'un document qui expose les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération ».

Il répond, par ailleurs, aux prescriptions de l'article L. 122-1 du code de l'environnement.

Ce document n'a pas pour objet de se substituer au dossier d'enquête unique, à l'étude d'impact et aux avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement qui seuls justifient de manière exhaustive le caractère d'utilité publique du projet, la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme concerné ainsi que les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des incidences sur l'environnement dont il est prévu la mise en oeuvre.

I Présentation de l'opération soumise à déclaration d'utilité publique

I.1 Contexte et objectifs

Sise au sud-est de Toulouse, sur le site de l'ancien aérodrome de Montaudran et dans le prolongement de la piste historique de l'Aéropostale, la ZAC Toulouse Montaudran Aérospace s'insère au cœur du projet urbain de « Plaine Campus » dont l'ambition est de figurer parmi les plus grands pôles technologiques européens.

Ce projet structurant entend satisfaire les objectifs suivants :

- construire un nouveau quartier de la ville intégré au tissu urbain existant et connecté aux réseaux de transport par la réalisation d'une desserte dédiée à l'ensemble des mobilités,
- valoriser et dynamiser le tissu économique et scientifique métropolitain en rassemblant sur un même site les acteurs privés et publics de l'enseignement, de la recherche et de l'innovation dans les secteurs de l'aéronautique, de l'espace et des systèmes embarqués,
- satisfaire les besoins sociétaux en favorisant la mixité sociale, générationnelle et urbaine et en assurant l'implantation des équipements et services utiles à la gestion des temps de vie ;
- promouvoir la qualité paysagère par un traitement architectural adapté aux exigences esthétiques et techniques contemporaines et le déploiement d'espaces verts rythmant les spatialités de la ZAC,
- intégrer les enjeux de durabilité en optimisant l'utilisation de l'énergie et des ressources naturelles,
- conforter le rayonnement historique et culturel de l'Aéropostale et des pionniers de l'aéronautique civile.

I.2 Répartition du programme de la ZAC

Le programme global prévisionnel de la ZAC qui bénéficie d'une variété de fonctions, est réparti, sur une surface de plancher (SP) de 355 000 m², comme suit :

- 190 000 m² de SP tertiaire,
- 50 000 m² de SP de recherche et d'enseignement supérieur,
- 80 000 m² de SP de logements,

- 20 000 m² de SP de commerces et de services,
- 15 000 m² de SP d'équipements publics.

I.3 Descriptif des principaux aménagements projetés

I.3.1 Les spatialités identitaires de la ZAC

Structuré autour de l'ancienne piste de l'Aéropostale, le parti d'aménagement retenu prévoit de recoudre le tissu urbain existant et de rythmer les spatialités identitaires de la ZAC autour des principales volumétries suivantes :

- L'adresse sur piste :

La ZAC sera organisée, sur près d'1,2 km, autour de la piste historique de l'Aéropostale. Les activités et les lieux de vie se développeront autour de cet axe central avec notamment, au sud, un campus dédié à la recherche et à l'enseignement en lien direct avec le site de Rangueil, au nord, une centralité commerciale, culturelle et de services et, au cœur du projet, des logements et de l'activité tertiaire.

- La place centrale :

Cette centralité urbaine, à vocation culturelle et commerciale et aux dimensions comparables à la place du capitole, s'affirme comme un support d'animation et de lieu de vie.

- Le parc sportif :

Perpendiculaire et situé de part et d'autre de la piste, le parc, d'une superficie de plus de 5 hectares, fédère les quartiers de logements par des espaces ouverts et plantés et des équipements sportifs dont deux terrains de grands jeux, un club house et un centre de loisirs.

- Le forum scientifique et la fenêtre sur piste :

Cette esplanade piétonne constitue un lieu d'échange et de rencontre autour duquel sont réunis les locaux, services et équipements communs à l'enseignement, la recherche et les entreprises.

- Le parc sud :

Au sud de la LMSE, un parc à dominante végétale offrira un cadre de vie de qualité aux riverains et permettra la régulation des eaux de ruissellement de l'ensemble de la ZAC.

I.3.2 La desserte de la ZAC

Le projet urbain propose de s'affranchir des ruptures entre le site de Toulouse Montaudran Aérospatial et ses alentours (périphérique à l'ouest, voie ferrée à l'est, échangeur de Lespinet au sud, ZAC Saint-Exupéry-Montaudran au nord) par :

- l'aménagement de deux connexions piétons-cycles, l'une au-dessus de l'A620 et l'autre au-dessous de la voie ferrée dans le prolongement du chemin Carrosse, afin de relier le site aux quartiers existants à l'est et au complexe scientifique de Rangueil à l'ouest,

- l'optimisation de la liaison multimodale sud-est qui, en franchissant l'A620 et la voie ferrée, permet aux transports en commun de disposer d'un site propre pour atteindre la ligne B du métro à Ramonville,

- l'amélioration des voies de communication transversales par la création d'un passage inférieur à la voie ferrée au droit du chemin Payssat ainsi que des connexions avec l'échangeur de Lespinet et la voie rapide.

Il est, en outre, prévu de transformer la piste existante en axe de circulation principal dédié aux transports en commun et aux mobilités douces.

Le réseau structurant sera complété par des voiries perpendiculaires et des parcours cyclables et piétonniers tissant les liens nécessaires entre les différents quartiers de la ZAC.

Près de 5 000 places de stationnement, dont l'usage sera mutualisé, seront également aménagées.

Seront, enfin, effectués les raccordements des réseaux d'eau potable et incendie, d'eaux usées et pluviales comme des réseaux d'électricité, de gaz et de télécommunications.

I.4 Organisation opérationnelle

Toulouse Métropole a confié la maîtrise d'ouvrage et l'aménagement, pour une durée de douze ans à compter du 21 décembre 2012, de la ZAC Toulouse Montaudran Aérospace à la société d'économie mixte Oppidea

SNCF Réseau assure la maîtrise d'ouvrage des infrastructures franchissant la voie ferrée.

Toulouse Métropole, quant à elle, réalise des infrastructures d'intérêt sectoriel telles que l'aménagement de l'ancienne piste aéronautique.

I.5 Coût de l'opération

Le coût prévisionnel de la ZAC Toulouse Montaudran Aérospace s'élève, selon les valeurs en cours de 2012 à 2015, à 188, 95 M€ TTC.

II Information et participation

II.1 La concertation

➤ La concertation publique

Toulouse Métropole a initié, du 5 juillet au 1^{er} décembre 2011, au titre de l'article L.300-2 du code de l'urbanisme, une première phase de concertation dont les modalités, définies par délibération du 23 juin précédent, ont permis de consulter les riverains, les propriétaires et les associations locales sur l'opportunité, les enjeux et le périmètre du projet urbain.

Dans le cadre de la procédure de réalisation de la ZAC, une concertation menée, selon les mêmes modalités du 21 décembre 2012 au 15 avril 2013, a présenté au public les évolutions de l'opération.

Le bilan de ces deux phases de consultation publique, dont il ressort un accueil globalement favorable du projet, a respectivement été approuvé par délibérations du conseil communautaire de la communauté urbaine de Toulouse Métropole des 9 février 2012 et 27 juin 2013.

➤ La concertation administrative

La consultation des services de l'Etat, des partenaires institutionnels et des gestionnaires de voiries et de réseaux, dès les études préliminaires jusqu'à l'avant projet sommaire, ont permis d'amender successivement le parti d'aménagement et le contenu du rapport environnemental.

La concertation administrative a, en outre, permis de s'assurer d'une prise en compte proportionnée des enjeux environnementaux à la sensibilité de l'aire d'étude et aux effets potentiels des travaux projetés, de la conformité des opérations avec les réglementations et polices spéciales qui leur sont applicables, de leur compatibilité avec les documents d'urbanisme et de planification et, enfin, du caractère complet et recevable de l'étude d'impact.

II.2 L'enquête publique

II.2.1 Le contexte réglementaire

A été retenu le principe d'une consultation environnementale unique qui, ouverte sur le fondement de l'article L.123-6 du code de l'environnement, portait sur :

- l'utilité publique des travaux nécessaires à la réalisation de la ZAC Toulouse Montaudran Aérospatiale,
- les incidences sur la ressource en eau des mêmes travaux,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Toulouse,
- la détermination des parcelles à déclarer cessibles.

Le dossier d'enquête publique comportait, conformément à l'article R.123-7 du même code, les pièces ou éléments exigés au titre de chacune des enquêtes initialement requises dont, pour ce qui relève de la présente décision :

➤ Le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à la réalisation du parc des expositions constitué, conformément aux articles R.123-8 du code de l'environnement et R.11-3 du code de l'expropriation, de :

- la mention des textes qui régissent l'enquête, l'indication de la manière dont celle-ci s'insère dans les procédures administratives relatives à l'opération considérée ainsi que les décisions susceptibles d'être adoptées à son issue,
- le bilan de la concertation conduite en application de l'article L.300-2 du code de l'urbanisme,
- le plan de situation,
- la notice explicative
- le plan général des travaux,
- l'appréciation sommaire des dépenses,
- l'étude d'impact,
- les avis réglementaires.

➤ Le dossier d'enquête préalable à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Toulouse constitué en application des dispositions des articles L.123-14-2 et R.123-23-1 du code de l'urbanisme.

II.2.2 Le déroulement de l'enquête

L'avis d'ouverture d'enquête du 12 mai 2015 a fait l'objet des mesures de publicité prévues à l'article R.123-11 du code de l'environnement. L'ouverture de la consultation publique a, en outre, fait l'objet d'une couverture médiatique et publicitaire locale et d'une information ciblée des riverains, des entreprises et des associations.

Le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, dont l'étude d'impact, le dossier de mise en compatibilité et les avis de l'autorité environnementale joints au dossier d'enquête unique ont été déposés 38 jours entiers et consécutifs du 10 juin au 17 juillet 2015 inclus au siège de Toulouse Métropole et aux mairies de quartier de l'Ormeau, de Saouzelong et du Pont des Demoiselles. Il a pu, en outre, être consulté sur le site internet des services de l'Etat en Haute-Garonne et le site dédié au projet.

Le public a été en mesure de consigner ses observations sur les registres d'enquête unique déposés dans les administrations précitées, de rencontrer, lors des six permanences et de la réunion publique qu'elle a tenues, la commission d'enquête désignée par le tribunal administratif de Toulouse et de lui adresser un courrier postal ou électronique.

II.2.3 Le rapport de la commission d'enquête

Après avoir relaté le déroulement de l'enquête et pris connaissance des quelque 400 observations du public et du mémoire en réponse du maître d'ouvrage, la commission d'enquête a rendu des conclusions favorables sur chacun des quatre objets de l'enquête assorties, pour ce qui relève des procédures de déclaration d'utilité publique et de mise en compatibilité, des réserves et des recommandations suivantes :

➤ Sur l'utilité publique des travaux nécessaires à la réalisation de la ZAC Toulouse Montaudran Aérospace

Réserves :

- 1 « La parcelle AM68, propriété de la SCI de PAYSSAT, sera sortie du périmètre de l'utilité publique. »
- 2 « Les travaux de la ZAC Toulouse Montaudran Aérospace ne seront engagés que si l'Autorité Organisatrice des Transports urbains (AOTU) s'engage expressément à réaliser les infrastructures de transport public décrites dans le projet (dans et hors de la ZAC) selon un calendrier correspondant à la réalisation de la ZAC et à l'avancement de sa commercialisation. »
- 3 « Les travaux de la ZAC Toulouse Montaudran Aérospace ne seront engagés que si les autorités concernées s'engagent expressément à réaliser les infrastructures routières prévues à l'extérieur de la ZAC et destinées à l'accompagner (liaison des HERBETTES, requalification de l'avenue de LESPINET, barreau entre l'avenue de LESPINET et le boulevard de MEDITERRANEE, recalibrage des giratoires de l'échangeur de LESPINET), selon un calendrier correspondant à la réalisation de la ZAC Toulouse Montaudran Aérospace et à l'avancement de sa commercialisation. »
- 4 « Aucune construction de logements ne sera réalisée en zone C et aucun jardin partagé ne sera créé en zone D, sauf, dans les deux cas, à effectuer des travaux préalables appropriés décrits par l'ARS. Plus généralement, le porteur de projet s'assurera que le sol est compatible avec l'utilisation future du terrain. »

Recommandations :

- 1 « Les deux trémies à réaliser par SNCF réseau sous la voie ferrée Toulouse-Narbonne seront ouvertes à la circulation automobile dès l'achèvement des travaux. La trémie CARROSSE ne passera pas par une première étape piétons-cyclistes. »
- 2 « Il conviendra, avant toute réalisation du complexe sportif prévu à l'extrémité sud de la zone C, de procéder à des sondages complémentaires afin de confirmer l'absence de risque sanitaire pour les futurs usagers. »
- 3 « La zone de compensation de BRAQUEVILLE sera ouverte au public selon des modalités à définir. »
- 4 « Les propriétaires des parcelles AI29 et AI42, actuellement respectivement les sociétés Bernard PAGES et SNAAM, seront exonérés de toute participation financière à la ZAC Toulouse Montaudran Aérospace dans l'hypothèse où ils construiraient sur les parties des dites parcelles incluses dans la ZAC. »

➤ Sur la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Toulouse

Réserve :

- 1 « Le règlement de l'OAP de MONTAUDRAN sera modifié pour ramener de 5 à 1 le nombre autorisé de tours pouvant atteindre 100 mètres au sud de la ZAC Toulouse Montaudran Aérospace (deuxième phrase du principe d'intensification différenciée). »

Une copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête restera déposée, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, à la préfecture de la Haute-Garonne, à la direction départementale des territoires, au siège de Toulouse Métropole et aux mairies de quartier de l'Ormeau, de Saouzelong et du Pont des Demoiselles à Toulouse.

Les personnes intéressées peuvent obtenir communication du rapport et des conclusions en s'adressant au Préfet de la Haute-Garonne – Direction des relations avec les collectivités locales — 1 place Saint Etienne – 31038 Toulouse Cedex 9.

Enfin, le rapport et les conclusions de la commission d'enquête peuvent être consultés sur le site internet des services de l'Etat en Haute-Garonne et le site dédié au projet.

II.3 La déclaration de projet du maître d'ouvrage et les modifications apportées au dossier d'enquête

Par délibération du 29 septembre 2015, l'assemblée délibérante de Toulouse Métropole a confirmé l'intérêt général de la réalisation de la ZAC Toulouse Montaudran Aérospace après avoir pris en considération l'étude d'impact et les avis de l'autorité environnementale et examiné les résultats de la consultation du public dont les conclusions de la commission d'enquête.

Ont été actées, pour faire droit aux réserves et recommandations de la commission d'enquête, les modifications suivantes :

- exclusion de la parcelle n°68 cadastrée en section AM à Toulouse et propriété de la SCI de Payssat du foncier à déclarer cessible,
- modification du règlement de l'orientation d'aménagement et de programmation de Montaudran afin de ramener de 5 à 1 le nombre d'immeubles de plus de 100 mètres de hauteur au sud de la ZAC.

III Evaluation environnementale

III.1 Les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts potentiels du projet sur l'environnement et le dispositif de suivi associé

Le préfet de la région Midi-Pyrénées, autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement a conclu, au terme de son avis du 4 juin 2015, que, sous réserve d'une modélisation complémentaire des effets du projet en termes d'émission et de concentration des microparticules PM2,5, l'étude d'impact du nouveau parc de la ZAC Toulouse Montaudran Aérospace était suffisamment développée pour permettre à l'ensemble des parties prenantes d'apprécier la qualité du projet au regard de l'environnement du site d'implantation.

Sans préjudice de l'application des réglementations et polices particulières opposables à l'opération, sont, ci-après, synthétisés les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des incidences potentielles des travaux projetés sur l'environnement et le dispositif de suivi associé que les maîtres d'ouvrage seront tenus de mettre en œuvre :

Milieux naturels (espèces, habitats, fonctionnalités écologiques)
En phase de conception
E1) Evitement par l'optimisation des emprises et leur adaptation aux sensibilités écologiques
E2) Evitement partiel des éléments existants (EBC, frênes résiduels)
R1) Réduction par la création d'espaces verts favorables à la «nature en ville»
R2) Réduction par la mise en place de nichoirs et autres abris pour la faune

<p>R3) Réduction par le déploiement d'un arsenal végétal privilégiant les essences locales</p> <p>R4) Réduction par l'optimisation de l'éclairage du site et la création d'une zone de récupération nocturne</p> <p>R5) Réduction par le respect des distances réglementaires entre les plantations et le bâti</p> <p>C1) Compensation par la création, sur le site de Braqueville, d'une zone de compensation écologique d'une contenance de 28,5 hectares faisant l'objet d'un plan de gestion conservatoire d'une durée de trente ans</p>
En phase travaux
<p>E1) Evitement, en phase travaux, par le balisage et la mise en défens d'habitats sensibles</p> <p>E2) Evitement par le maintien ou le déplacement conservatoire des éléments de biodiversité (branchages, souches, troncs favorables à la préservation de certaines espèces (refuges, fin de cycles ...)</p> <p>E3) Evitement par le doublement de la clôture du bassin de rétention, en limite sud de la ZAC, pour limiter l'accès au chantier par les amphibiens</p> <p>E4) Evitement par l'adaptation des périodes de travaux aux cycles biologiques des espèces</p> <p>R1) Réduction par le recours à une assistance à maîtrise d'ouvrage environnementale, le suivi et l'assistance du chantier par un ingénieur écologue en périodes sensibles</p> <p>R2) Réduction par le réemploi de la terre végétale du site pour l'aménagement des espaces verts</p> <p>S1) Suivi de l'état du milieu par un écologue à minima en début de chaque grande phase de travaux réalisée à proximité de zones à enjeux et en fin de chantier</p> <p>S2) Suivi des espèces invasives</p>
En phase d'exploitation
<p>R1) Réduction par l'application de modalités d'aménagement et de gestion écologique (plantation d'espèces adaptées au milieu naturel, exportation sélective des déchets verts, arrosage extensif et récupération des eaux pluviales, limitation des amendements, des herbicides et des pesticides...) des espaces verts et interstitiels permettant de favoriser la biodiversité</p> <p>R2) Réduction par la mise en œuvre de mesures de nature à prévenir l'introduction et la prolifération des espèces invasives</p> <p>R3) Réduction par une gestion différenciée des aménagements paysagers</p> <p>R4) Réduction par un entretien annuel et hivernal des nichoirs jusqu'en 2025</p> <p>S1) Suivi naturaliste de la recolonisation du site pendant les cinq premières années suivant la fin du chantier .</p> <p>S2) Suivi naturaliste de la zone de compensation écologique de Braqueville une fois par an les cinq premières années puis tous les cinq ans afin de vérifier l'efficacité et la pérennité des mesures proposées et de capitaliser l'expérience</p>

Ressource en eau
Gestion des sols, des eaux superficielles et des eaux souterraines
En phase travaux
<p>E1) Évitement par le stationnement, la vidange et l'entretien des engins sur des emplacements aménagés à cet effet (plate-forme étanche, dispositif de collecte)</p> <p>E2) Évitement par l'entreposage, le stockage des hydrocarbures, des matériaux et produits d'entretien en zone ou bac étanche éloignés des zones sensibles</p> <p>E3) Évitement par le ravitaillement des engins de chantier peu mobiles mettant en œuvre des dispositifs de sécurité</p> <p>E4) Évitement par l'interdiction de rejet d'huiles ou lubrifiants dans les eaux superficielles, la collecte et le recyclage par un récupérateur agréé, l'évacuation régulière des déchets de chantier et la proscription des brûlis</p> <p>R1) Réduction, lors des travaux de terrassement, par la collecte et la décantation des eaux de ruissellement sur des aires décapées</p> <p>R2) Réduction par l'enlèvement et l'évacuation, par une entreprise agréée, des sols souillés en cas de</p>

pollution accidentelle

R3) Réduction par la collecte et l'évacuation des eaux des aires de lavage ou de stockage de produits potentiellement polluants dans un réseau étanche vers un bassin de rétention ou un séparateur à hydrocarbures

S1) Suivi à définir selon les prescriptions formulées au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement

Gestion des sols, des eaux superficielles et des eaux souterraines

En phase d'exploitation

E1) Evitement par l'équipement des bassins de rétention de vannes de sectionnement pour confiner toute pollution éventuelle

E2) Evitement par la proscription de pompes dans la nappe au nord-est du projet

E3) Evitement par le respect des prescriptions définies par la circulaire du 8 février 2007 sur la construction de bâtiment sur des secteurs en présence de pollution volatile et/ou métallique et l'élimination de sources de pollution ponctuelles

R1) Réduction par la limitation des rejets d'eaux pluviales dans le réseau communal par des ouvrages de rétention

R2) Réduction par l'abattement de la charge polluante des eaux pluviales vers des bassins de rétention permettant le respect des valeurs seuil en événement moyen annuel et en événement choc

R3) Réduction par l'incitation à la récupération des eaux pluviales pour l'arrosage

S1) Suivi par un entretien adapté des noues, le décompactage, tous les 3 à 5 ans, des sols des noues et l'inspection annuelle des bassins de rétention et des organes hydrauliques

S2) Suivi annuel de la qualité des eaux en sortie des bassins de phytoremédiation

S3) Suivi par le contrôle des installations de réseau durant toutes les phases d'aménagement puis un an après la réalisation de la ZAC

S4) Suivi par la vérification des règles de rejet au réseau des eaux pluviales lors de la délivrance des permis de construire puis un an après la construction

S5) Suivi piézométrique de la qualité des eaux souterraines à TO puis à T+1 et T+5 ans

Alimentation en eau potable et défense incendie

R1) Réduction par le dimensionnement d'ouvrages d'alimentation en eau potable adaptés aux besoins de la ZAC

R2) Réduction par l'incitation à la mise en place de dispositifs de réduction de consommation d'eau dans les opérations de construction

S1) Suivi par la surveillance du réseau d'eau brute au moyen de relevés de consommation

Paysage et patrimoine

R1) Réduction par l'aménagement de trois espaces verts majeurs : les jardins de la ligne (en limite de ZAC), le parc sportif et le parc sud

R2) Réduction par une large végétalisation des espaces publics et du réseau hydraulique

R3) Réduction par un traitement architectural et urbain adapté aux fonctionnalités de la ZAC et à son environnement ainsi qu'attentes esthétiques contemporaines

R4) Réduction par la conservation de la piste aéronautique et le respect des périmètres de protection du bâti inscrit

Utilisation rationnelle de l'énergie

R1) Réduction par le développement de pistes cyclables, de chemins piétonniers et de voies dédiées aux transports en commun

R2) Réduction par l'aménagement de parcs de stationnement à vélos et l'incitation à l'utilisation des modes de transport alternatifs à la voiture particulière

- R3) Réduction** par la recherche d'une conception bio-climatique du bâti
- R4) Réduction** par la recherche de la sobriété et de la mutualisation énergétiques, la promotion des énergies renouvelables, des matériaux à faible énergie grise et des dispositifs ou démarches environnementales dans les opérations de construction
- R5) Réduction** par la limitation de l'éclairage nocturne et de la pollution lumineuse
- R6) Réduction** par l'incitation à l'élaboration de plan de déplacement d'entreprises ou interentreprises
- S1) Suivi** annuel et en fin de concession des productions et des consommations d'énergies
- S2) Suivi** des différents modes de déplacements à T+1, T+5 et T+10 ans

Santé, bruit, qualité de l'air

- E1) Evitement** par l'adaptation du projet en zones C et D : excavation des terres polluées et/ou mise en place d'une couverture des sols par des terres saines, sur une épaisseur d'au moins 50 cm, au droit des espaces verts et jardins et proscription des jardins partagés en pleine terre en zone D
- R1) Réduction** des circulations motorisées par la hiérarchisation du réseau de voirie, l'aménagement de transport en commun en site propre et l'inscription des voies d'accès aux logements en zone de circulation apaisée
- R2) Réduction** des nuisances sonores par le développement des cheminements doux
- R3) Réduction** des nuisances sonores pour l'habitat futur par l'implantation en périphérie des infrastructures de transport des bâtiments de bureau
- R4) Réduction** par la végétalisation des abords de voie
- R5) Réduction** par la réalisation de sondages complémentaires avant l'engagement des travaux relatifs à la construction d'un complexe sportif à l'extrémité sud de la zone C afin de confirmer l'absence de risques sanitaires pour les futurs usagers
- S1) Suivi** par la réalisation d'une campagne acoustique après la mise en service du projet afin de vérifier le respect des émergences réglementaires
- S2) Suivi** de la qualité de l'air deux fois par an en phase travaux puis à T+5 et T+10 ans après l'aménagement de la ZAC
- S3) Suivi** des émissions de dioxyde d'azote (NO₂) au droit des bâtiments potentiellement soumis à des dépassements à minima tous les ans pendant cinq ans

Gestion des déchets

En phase travaux

- R1) Réduction** par la traçabilité des déchets et des matériaux dangereux et la réalisation de bilan de recyclage
- R2) Réduction** par la limitation des déchets à la source (généralisation du calepinage, stockage adapté des matériaux ...)
- R3) Réduction** par l'installation d'équipement de rétention adaptés
- R4) Réduction** par la mise en place de containers au droit des postes de travail et du tri sélectif
- R5) Réduction** par la remise en état du site en fin de travaux

En phase d'exploitation

- R1) Réduction** par l'aménagement de points d'apports volontaires et d'équipements de stockage adaptés au tri sélectif

Sécurité publique

- R1) Réduction** et suivi par la réalisation d'une étude de sûreté et de sécurité publique avant la réalisation des travaux

R2) Réduction par l'aménagement de franchissements sécurisés de la voie ferrée

Cadre de vie en phase chantier

R1) Réduction par l'intégration, dans les contrats des entreprises intervenant durant les chantiers, d'un cahier des charges récapitulant les prescriptions pour le respect de l'environnement et la réduction des nuisances, dont notamment :

- **la limitation des poussières, du bruit et de la pollution** : utilisation, contrôle et entretien des engins conformes aux normes en vigueur, localisation des aires de stationnement et de stockage à distance des habitations, adaptation des horaires de chantier et de circulation des engins, institution d'une charte acoustique, protection des installations de stockage, arrosage régulier des pistes de chantier en période particulièrement sèche

- **l'aspect du chantier et le nettoyage des voies d'accès** : installation de clôtures ou de palissades autour des zones de chantier, vérification quotidienne de la propreté du chantier, nettoyage des voies publiques salies, remise en état du site en fin de travaux

- **la limitation de la perturbation du trafic** : mise en place d'un plan de circulation sur la zone avec signalisation des entrées et sorties de chantier, stockage et livraison des matériaux et stationnement des engins et véhicules de travaux à l'intérieur des emprises dédiées au chantier, préservation des accès aux propriétés

- **l'information des riverains sur la programmation et les nuisances potentielles des travaux et le recueil des éventuelles observations** : installation de panneaux d'information lisibles depuis la voie publique, ouverture d'un registre de chantier, plate-forme de médiation, accueil en mairie, site internet dédié

S1) Suivi des travaux aux moyens de rapports périodiques et d'un bilan de fin de chantier

Les bilans du suivi des effets du projet sur l'environnement seront transmis au préfet de département lequel pourra envisager une poursuite et/ou une amélioration du dispositif retenu.

III.2 L'évaluation environnementale de la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Toulouse

Le préfet de la région Midi-Pyrénées, autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement a relevé, en conclusion de son avis du 4 juin 2015, que les incidences des évolutions du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Toulouse, nécessaires à la réalisation du projet étaient dûment prises en compte. Il est observé que l'emplacement réservé n° 242 destiné à un contournement sud de l'agglomération n'est pas compatible avec la mise en œuvre des mesures compensatoires qu'il est prévu d'instituer sur cette zone.

L'étude d'impact comprenant les mesures destinées à éviter, réduire et compenser les effets négatifs du projet, l'évaluation environnementale de la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole, communes de Toulouse, et les avis de l'autorité de l'Etat compétente en matière d'environnement resteront consultables à la préfecture de la Haute-Garonne et au siège de Toulouse Métropole aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

IV La mise en compatibilité du plan local d'urbanisme du Toulouse Métropole, commune de Toulouse

Conformément aux articles L.123-14-2 et R.123-23-1 du code de l'urbanisme, l'assemblée délibérante de Toulouse Métropole a été invitée, le 1^{er} septembre 2015, à délibérer, dans le délai réglementaire de deux mois, sur le rapport et les conclusions de la commission d'enquête, le dossier de mise en compatibilité soumis à enquête et le procès-verbal de la réunion conjoint tenue le 26 mai 2015.

Par délibération du 29 septembre 2015, le conseil métropolitain a rendu un avis favorable à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Toulouse et fait droit à la réserve de la commission d'enquête.

Sont approuvées, dans le cadre de la présente mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Toulouse, les modifications suivantes :

Rapport de présentation
- Analyse des incidences prévisibles de la mise en œuvre de la mise en compatibilité du PLU sur l'environnement
Plan de zonage
<ul style="list-style-type: none"> - Réduction, de 348 m² de l'espace boisé classé situé au centre de la ZAC au sud du parc sportif pour la réalisation du chemin de Payssat - Réduction de 8128 m² de la zone NS au profit de la zone UP8c afin de permettre la construction des bâtiments de recherche et d'enseignement au sud de la ZAC - Réduction de 496 m² de la zone NL au profit de la zone UP4c destinée à accueillir notamment des équipements sportifs et de loisirs - Ajustement, au nord, des zonages UE1, UP1, UP4c et UP7c - Ajustement, au centre, des zonages UP4c et NL1 et suppression d'une zone UP1c ajoutée à la zone UP2c - Extension, au sud, du zonage UP4 et extension de la zone UP8 - Modification de la zone de recul minimale par rapport aux infrastructures routières
Emplacements réservés (ER)
<ul style="list-style-type: none"> - Suppression partielle de l'ER n° 242 dédié au contournement sud de Toulouse - Suppression de l'ER n°201 et réduction de l'ER n° 299 dédiés aux travaux d'élargissement de l'A620 à ce jour achevés - Création, au profit de Toulouse Métropole, d'un ER n° 915, en complément de la suppression partielle de l'ER n° 299, en vue de la création d'une zone d'équipements sportifs et de loisirs et de voies de desserte - Création d'un ER n° 916 en lieu et place de la suppression partielle de l'ER n° 242 en vue de la mise en œuvre des mesures compensatoires du projet - Mise à jour de la liste des ER
Orientations d'aménagement et de programmation (OAP)
<ul style="list-style-type: none"> - Ajustement de l'OAP « Montaudran » afin d'actualiser les options d'aménagement retenues dans le dossier de création de la ZAC et d'acter, principalement, le déplacement de la trémie, initialement envisagée sous la voie SNCF du chemin Carosse vers le chemin de Payssat - Modification de l'OAP « Montaudran » afin de ramener de 5 à 1 le nombre d'immeubles d'une hauteur supérieure à 100 m
Annexes
- Modification de la cartographie « droit de préemption urbain » liée à l'élargissement de la zone UP

V Les considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération et la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Toulouse

- **Au regard de sa finalité et de sa consistance**

Considérant que le parti d'aménagement de la ZAC Toulouse Montaudran Aérospace de Toulouse intègre, dans une perspective de développement durable, les enjeux liés au développement

économique, à la satisfaction des besoins sociétaux, à l'anticipation des perspectives de mutations urbaines et à la prise en compte des préoccupations environnementales ;

Considérant, en effet, que dans le cadre du projet urbain « Plaine Campus », l'opération valorisera et dynamisera le tissu économique et scientifique métropolitain en impulsant des synergies nouvelles entre les acteurs privés et publics de l'enseignement, de la recherche et de l'innovation dans les secteurs de l'aéronautique, de l'espace et des systèmes embarqués et contribuera à conforter la visibilité de Toulouse à l'international ;

Considérant que, par son positionnement à proximité immédiate d'un pôle scientifique et technologique d'intérêt majeur et d'équipements et d'infrastructures structurants, elle renforcera l'attractivité de ce territoire d'expansion de l'agglomération ;

Considérant l'accueil des quelque 6 000 emplois directs que permettra la réalisation du projet ;

Considérant que les équipements envisagés favoriseront l'efficacité de l'enseignement et de la recherche ainsi que leur valorisation, leur partage et leur diffusion ;

Considérant que le traitement des formes urbaines et des espaces publics, selon le principe d'une densité graduée et maîtrisée, répond aux enjeux liés à la construction d'un nouveau quartier intégré à la ville et à la diversité des occupations futures ;

Considérant que la qualité du carnet architectural et son adaptation aux exigences esthétiques contemporaines confèrera à la future ZAC une identité de nature à conforter son rayonnement et à constituer un repère spatial de l'entrée sud-est de la ville ;

Considérant que l'amélioration des liaisons entre les quartiers périphériques participera à l'unité et l'équilibre de ce secteur du territoire communal ;

Considérant que la réalisation d'une desserte dédiée à l'ensemble des mobilités et reliée aux réseaux de transport en commun garantira la multimodalité et l'intermodalité du trafic ;

Considérant que sont pris en compte, dès la conception du projet, les enjeux de durabilité liés à la promotion des modes de déplacements doux ;

Considérant que l'aménagement architecturé des transports en commun dans l'espace public, en valorisant leur image, permet d'escompter un report vers les modes de déplacements alternatifs à la voiture particulière ;

Considérant que les possibilités d'évolution vers une desserte en transport plus ambitieuse de la ZAC restent préservées ;

Considérant que la composition générale du projet, structurée autour de vastes parcs arborés, et la végétalisation des espaces interstitiels et de la trame hydraulique favoriseront le développement de la biodiversité spécifique au milieu urbain comme la qualité du cadre de vie ;

Considérant que la conception bioclimatique des bâtiments, le choix raisonné des matériaux, la promotion des énergies renouvelables et leur mutualisation à l'échelle du secteur visent à limiter les émissions de gaz à effet de serre ;

Considérant qu'est recherchée une gestion qualitative et écologique des cycles de l'eau ;

Considérant les mesures de compensation écologique qui seront instituées sur le site de Braqueville ;

Considérant les démarches de éco-citoyennes qu'il est projeté d'encourager ;

Considérant les dispositions envisagées pour préserver le cadre de vie des riverains en phase chantier ;

Considérant que la ZAC Toulouse Montaudran Aérospatial contribuera à accroître la capacité d'accueil de la croissance démographique de l'agglomération toulousaine et qu'elle préviendra la polarisation du parc immobilier social par l'augmentation de l'offre locative et le soutien à l'accès à la propriété ;

Considérant que le projet vise à satisfaire les besoins sociétaux en assurant l'implantation d'équipements et de services utiles à la gestion des temps de vie, à l'animation de la vie locale et à la constitution de réseaux de sociabilité ;

Considérant que le traitement architectural de la ZAC préservera le patrimoine industriel et culturel du site et valorisera la mémoire de l'Aéropostale et des premières lignes de l'aéronautique civile ;

Considérant, pour de qui relève de l'archéologie préventive, que rien ne s'oppose à la réalisation des travaux projetés, sans préjudice des dispositions relatives aux découvertes fortuites prévues par le code du patrimoine ;

Considérant que le parti d'aménagement intègre les impératifs de tranquillité, de santé et de sécurité publiques et d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite ;

•Au regard de sa conformité aux documents de planification

Considérant que la ZAC Toulouse Montaudran Aérospatial, identifiée comme site d'intérêt métropolitain, répond aux orientations du schéma de cohérence territoriale de la grande agglomération toulousaine comme aux possibilités d'urbanisation et aux densités de construction qu'il prévoit ;

Considérant que l'opération satisfait aux objectifs assignés par les orientations de d'aménagement et de programmation du plan local d'urbanisme en faveur de la mixité sociale et urbaine, de l'expansion économique et du développement durable ;

Considérant que la desserte du projet apparaît adapté au trafic attendu et à l'évolution de la demande en déplacement; qu'en intégrant tous les modes de transports et en privilégiant les circulations douces, sont pris en compte les objectifs du plan de déplacements urbains ainsi que les cibles du plan climat énergie territorial et du plan local de protection de l'atmosphère ;

Considérant que les travaux projetés sont compatibles avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Adour-Garonne adopté pour la période 2010/2015 et des plans de prévention des risques naturels d'inondation et de mouvement de terrains opposables ;

Considérant que les surfaces de plancher affectées au logement et les mesures de mixité sociale envisagées respectent les engagements du programme local de l'habitat ;

Considérant que le projet n'affecte aucun corridor et réservoir biologiques identifiés dans le schéma régional de cohérence écologique ;

- **Au regard des évaluations environnementales**

Considérant que l'étude d'impact, l'évaluation environnementale de la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Toulouse, et les avis de l'autorité de l'Etat compétente en matière d'environnement joints au dossier d'enquête unique ont fait l'objet d'une publicité suffisante ;

Considérant que l'étude d'impact démontre l'absence d'incidences sur les sites Natura 2000 ;

Considérant que la caractérisation de la sensibilité de l'aire d'étude, l'évaluation du projet sur les composantes de l'environnement, les mesures proposées pour supprimer, réduire ou compenser ses incidences potentielles et le dispositif de suivi retenu répondent de manière équilibrée et satisfaisante aux critères de recevabilité appréciés dans le cadre de la procédure d'évaluation environnementale prévue à l'article L.122-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'étude air-santé a été complétée par une modélisation des émissions et de concentrations PM_{2,5} ;

Considérant que l'évaluation de la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse, commune de Toulouse intègre les enjeux environnementaux ;

- **Au regard de la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Toulouse**

Considérant la régularité de l'examen conjoint des personnes associées prévu aux articles L.123-14-2 et L.121-4 du code de l'urbanisme ;

Considérant l'avis favorable rendu le 29 septembre 2015 par l'assemblée délibérante de Toulouse Métropole sur le projet de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Toulouse ;

Considérant que les mesures de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Toulouse, telles que précédemment synthétisées, n'affectent pas l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durable ;

Considérant qu'elles sont nécessaires à la réalisation du projet ;

- **Au regard des résultats de la consultation du public**

Considérant que la concertation conduite par le maître d'ouvrage, au titre de l'article L.300-2 du code de l'urbanisme, a permis d'associer le public aux différentes étapes de l'élaboration de l'opération ;

Considérant que les modalités de l'enquête, par une adaptation des moyens déployés à la nature et à la consistance du projet, ont permis l'information et la participation du public ;

Considérant qu'après avoir constaté la régularité des mesures de publicité afférentes à l'enquête, relaté son déroulement, examiné les observations recueillies et pris en compte le mémoire en réponse du maître d'ouvrage, la commission d'enquête a énuméré les considérations qui motivent le sens de ses conclusions favorables assorties en ce qui concerne l'utilité du projet de quatre réserves et de quatre recommandations et pour ce qui relève de la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Toulouse, d'une réserve ;

Considérant qu'en confirmant l'intérêt général de la réalisation de la ZAC Toulouse Montaudran Aérospatiale après avoir pris en considération l'étude d'impact et les avis de l'autorité environnementale et examiné les résultats de la consultation du public dont chacune des réserves et recommandations de la commission d'enquête, le conseil de Toulouse métropole s'est conformé aux prescriptions de l'article L.126-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'au terme d'un examen technique du repositionnement des accès de la trémie, la parcelle appartenant à la SCI de Payssat, enregistrée au cadastre sous la relation AM 68 sera exclue du foncier à déclarer cessible ;

Considérant les engagements des autorités organisatrices de transport, étroitement associées à l'élaboration de l'opération, à réaliser les infrastructures de desserte selon un calendrier adapté à l'aménagement de la ZAC et à l'avancée de sa commercialisation ;

Considérant que, conformément à l'étude des sols et à l'évaluation qualitative des risques sanitaires, les travaux préconisés par l'agence régionale de santé seront réalisés avant tout projet d'habitat en zone C et que sera proscrit l'aménagement en pleine terre de jardins partagés en zone D ;

Considérant que, tels qu'avérés par les études de modélisation et de projection du trafic, les risques de dysfonctionnements de l'échangeur de Lespinet induits par l'ouverture du chemin Carrosse à la circulation automobile conduisent à écarter les préconisations formulées en ce sens par la commission d'enquête ; que, toutefois, les servitudes instituées à proximité de l'infrastructure et l'adoption de mesures foncières conservatoires en préservent la possibilité ;

Considérant que la réalisation de sondages complémentaires avant l'engagement des travaux relatifs à la construction d'un complexe sportif à l'extrémité sud de la zone C afin de confirmer l'absence de risques sanitaires pour les usagers figure parmi les mesures de réduction des impacts sur la santé prescrites par la présente décision ;

Considérant que les enjeux naturalistes qui s'attachent à la préservation des espèces et de leurs habitats ne permet pas d'accueillir favorablement la recommandation de la commission d'enquête visant à ouvrir la zone de compensation écologique de Braqueville au public, mais que, néanmoins, des actions pédagogiques pourront être conduites à proximité selon les modalités qu'il appartient au maître d'ouvrage de définir ;

Considérant que le montant de la participation à percevoir des constructeurs de la ZAC au titre du financement des équipements publics pourra être adapté à la situation des parcelles n° AI29 et AI42 lors des conventions qui seront conclues, conformément à l'article L.311-4 du code de l'urbanisme, avec les propriétaires concernés ;

Considérant qu'en ce que la présentation au public des volumétries de la ZAC ne mentionnait qu'une seule tour, le conseil de Toulouse Métropole a souhaité faire droit à la réserve de la commission d'enquête en ramenant de cinq à un le nombre d'immeubles de grande hauteur autorisé ; que toutefois, le maintien des dispositions initiales de l'orientation d'aménagement et d'orientation du secteur de Montaudran pourra être soumis à une nouvelle enquête afin de ne pas obérer le potentiel de développement économique du projet et de contenir l'étalement urbain ;

Considérant que les modifications apportées à l'opération, à l'issue de la consultation publique, n'affectent en aucune manière, son économie générale ;

•Au regard du bilan de l'opération et de sa nécessité

Considérant, de ce qui précède, que les atteintes à la propriété ou aux intérêts généraux d'ordre environnemental, social ou économique ne sont pas excessives eu égard à l'intérêt collectif que présente l'opération ;

Considérant que la SEM Oppidea ne dispose pas d'une maîtrise foncière de l'ensemble de l'emprise du projet et qu'il n'existe pas d'autre possibilité rendant inutile une éventuelle expropriation ;

le caractère d'utilité publique des travaux nécessaires à la réalisation de la ZAC Toulouse Montaudran Aérospace est justifié.

Vu pour être annexé à l'arrêté du

Toulouse, le **13 OCT. 2015**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Thierry BONNIER